



Le Comité National du 16 février 2013
Rapport introductif d'Antonio Sanchez, secrétaire national

Chers camarades,

C'est le premier Comité National après notre Congrès de Décembre 2012. Nous allons examiner ensemble la situation politique nationale et internationale, ainsi que nos tâches et nos responsabilités dans cette situation.

En France,

Nous avons dit depuis longtemps que le capital en recherche de profits nouveaux, a besoin d'accélérer l'exploitation des peuples de la planète pour se développer. Il génère ses propres crises, impose par tous les moyens ses décisions aux peuples pour y parvenir.

La France évidemment n'échappe pas à cette règle. La situation économique et sociale ne cesse de se dégrader dans tous les domaines :

- Economique :

La casse de l'industrie se poursuit avec la fermeture d'Arcelor à Florange fleuron de la sidérurgie française, de l'automobile avec Peugeot et Renault et toutes les conséquences sur l'ensemble de la filière, les équipementiers et sous-traitants comme Faurecia, Visteon, Goodyear. La construction et le bâtiment, moins 35000 emplois en 2012, les patrons en prévoient autant en 2013, l'industrie pharmaceutique avec Sanofi, moins 2000 emplois, c'est Pétroplus, Unilevers, Virgin, les suppressions d'emplois dans les banques, le commerce, les télécoms, les services publics avec la Poste, les collectivités territoriales, l'enseignement, la recherche.

Tous les secteurs sont atteints par des suppressions d'emplois au nom de la rentabilité, de la compétitivité, de la baisse des dépenses publiques, du « coût du travail ».

Pour en revenir à l'industrie, la France a perdu 2087 usines en 3 ans, 122 000 postes ont disparus. En 2012, c'est près de 900 sites de production qui ont été fermés, 42% de plus qu'en 2011.

12 500 emplois ont disparus dans l'automobile en 2012, 42 000 en 3 ans, ces chiffres ne tiennent pas compte des plans en cours chez Peugeot et Renault (16 000 emplois).

L'industrie a perdu au total en 3 ans 16% de son activité économique et 1 200 000 emplois. L'activité est en baisse de 2,7% en 2012. Les investissements sont nuls (0%) pour 2013.

Le déficit commercial de la France est de 67 milliards d'euros en 2012.

Les conséquences sociales de cette politique touchent une partie de plus en plus grande de la population. Le chômage de masse s'installe, il concerne aujourd'hui entre 6 et 8 millions de travailleurs. La pauvreté s'étend, 14,1% de la population vit sous le seuil de pauvreté, elle atteint 36,6%, soit 4 millions de personnes dans les zones urbaines dites « sensibles ».

Un rapport de la fondation « Abbé-Pierre » donne des éléments sur l'étendue de la pauvreté en France, indique que :

- 10 millions de personnes sont touchées par la crise du logement, on peut rapprocher ce chiffre avec celui du chômage et celui du seuil de pauvreté.
- 3,6 millions de personnes sont mal logées (logements trop petits, insalubres, etc.).

- La France compterait aujourd'hui 150 000 personnes sans abri, nombre sous-estimé compte tenu des difficultés de recensement.

- 119 000 familles ont été expulsées de leur logement en 2012, c'est 3000 de plus qu'en 2011. Ce rapport est passé inaperçu, comme d'ailleurs les chiffres sur la pauvreté, la précarité. Le gouvernement, l'ensemble des médias, dans leur rôle de manipulation de l'opinion, sont plus attentifs à la cravate du président, au comportement de Depardieu, à l'arrivée de Beckham au Paris-Saint-Germain, au mariage pour tous, ou à la démission du pape. Chaque jour, chaque semaine qui passent, le gouvernement et les médias à son service nous offrent un os à ronger pour éviter autant que faire se peut, les débats de fond sur leur politique.

C'est un des aspects de la bataille idéologique qui a ses limites, la lutte des classes est un fait incontournable. Nous le verrons plus loin.

La vie sociale est de plus en plus dure, les besoins sociaux de moins en moins satisfaits. Se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner, éduquer devient de plus en plus difficile pour une part de plus en plus importante de la population.

Les dépenses de santé diminuent « elles sont à un niveau historiquement bas » selon le journal « Les Echos ». Le gouvernement a annoncé en Janvier qu'il ne verserait pas 400 millions prévus dans le budget des hôpitaux sous prétexte qu'ils auraient trop dépensé. Rappelons que le budget prévoit 2,7 milliards d'« économies » chaque année sur les dépenses de santé.

Non seulement l'accès aux soins est plus difficile du fait de l'appauvrissement de la population, mais c'est aussi les moyens mis en œuvre pour soigner qui sont diminués. Pour le capital, la santé doit être un secteur rentable, regroupement des hôpitaux, des maternités dont on voit les effets dramatiques, charges de travail accrue pour les personnels de santé, blocage des salaires, privatisation des services sont les moyens mis en œuvre pour le profit.

Cette politique au service du capital est méticuleusement appliquée par le pouvoir en place et approuvée par l'ensemble des partis politiques.

On l'a vu concernant l'industrie :

- Arcelor-Mittal, Florange est fermé avec l'aide du gouvernement,
- 8000 suppressions d'emplois chez Peugeot, fermeture d'Aulnay, « c'est inéluctable, un moindre mal pour sauver le groupe » déclare Montebourg,
- 8200 suppressions d'emplois chez Renault : « cela passe par le dialogue social, Renault n'a pas dépassé la ligne rouge » déclare le même Montebourg.
- Goodyear Amiens, 1200 emplois menacés « la CGT doit faire face à ses responsabilités » dit-il encore dans le concert antisyndical haineux développé par les serviteurs du capital aujourd'hui.
- Pétroplus « L'Europe est en surcapacité de production concernant le raffinage », d'autres exemples comme Doux, Unilever, Virgin dernièrement, ou les déclarations

du gouvernement sont du même tonneau. Les multinationales décident, le pouvoir applique.

Du côté des partis politiques, la droite approuve bien sûr, l'extrême droite hurle contre la mondialisation, appelle au repli national, mais ne dit rien sur le capitalisme, cause de la situation économique et sociale.

Le front de gauche demande « une loi contre les licenciements boursiers » et la création d'une « banque publique d'investissement ». Pas mieux dans la gestion du capital.

Même son de cloche au parti communiste français qui vient de tenir son congrès.

Les déclarations de son secrétaire général sont claires : « il faut trouver des solutions de gauche à la crise », « le monde doit se réinventer s'il veut sortir de la crise du capitalisme ».

Vous l'avez bien compris, il ne s'agit pas pour le parti communiste français de sortir du capitalisme mais de sa « crise ». Il va même plus loin en déclarant déjà « à tout faire pour empêcher la droite et l'extrême droite à mettre la main sur les communes en 2014 ». Cela rejoint les propos de Mélenchon lorsqu'il déclare qu'il est dans l'opposition sans être un opposant au pouvoir. Nous le savions, les alliés du front de gauche ont appelé de concert à voter pour Hollande. Tout est dit.

Les orientations révolutionnaires sont au placard depuis longtemps, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle « Communistes » a été créé.

On l'a bien compris, tous les partis politiques ont les yeux fixés sur les élections de 2014 et leur cortège d'alliances diverses et variées. Le capital peut dormir tranquille et poursuivre sa politique. Dans cette bataille, le front national tente de récupérer lui aussi le mécontentement populaire en lançant une pétition.

Dans cette situation, le gouvernement Hollande va plus vite et plus loin.

Après avoir fait voter le budget national en novembre 2012 (abstention du front de gauche, 30 milliards de cadeaux fiscaux aux patrons, 60 milliards d' « économies » sur la dépense publique), il veut en rajouter.

La prochaine cible est la protection sociale qui comporte plusieurs volets tous financés par le travail salarié : la maladie, la retraite, le chômage, le logement, la famille.

Le MEDEF réclame des négociations rapides sur l'assurance chômage sachant que les cotisations prélevées sur le travail s'élèvent à 30 milliards par an et que le déficit actuel est de 18 milliards.

Le gouvernement étudie un calendrier pour répondre aux revendications du MEDEF qui exige la dégressivité des allocations et des retours à l'emploi plus rapides. L'objectif étant de diminuer les allocations chômage mais aussi de précariser encore plus le travail.

C'est à mettre en cohérence avec l'accord sur le « marché du travail » signé par trois syndicats minoritaires CFDT, CGC, CFTC, qui institutionnalise le contrat de courte durée au détriment du contrat à durée indéterminée. Rappelons que 86% des embauches actuelles sont réalisées avec des contrats précaires.

-Le deuxième chantier concerne la politique familiale.

Le journal « Les Echos » titrait le 8 Février dernier « Ayrault prépare l'opinion aux efforts » « Matignon prépare les esprits à des mesures d'économies sur les prestations familiales ». Et le journal poursuit : « le champ de la mission est large puisqu'il embrasse l'ensemble de l'architecture des aides aux familles, les prestations familiales sont concernées, mais aussi les aides au logement, les allègements fiscaux dont bénéficient les familles... » On est prévenu.

- Troisième chantier : les retraites. Des négociations ont lieu actuellement entre syndicats et patronat sur les retraites complémentaires.

L'objectif pour le MEDEF, là encore sous prétexte d'un déficit, de désindexer les pensions du taux de l'inflation en vigueur actuellement. Cette désindexation proposée par le MEDEF serait de 1%. « Les syndicats ne sont pas d'emblée hostiles à cette proposition » a déclaré le MEDEF qui veut aboutir à un accord avant le 7 Mars. Encouragé par ces négociations et pour atteindre l'objectif de 3% du Produit Intérieur Brut de dette publique, le gouvernement veut avancer la « réforme » des retraites du régime général prévue en 2014 pour qu'elle soit applicable dès 2013. « Je m'inspirerai de l'accord entre partenaires sociaux concernant le niveau des pensions » a déclaré Ayrault. Les pensions qui vont déjà subir une baisse de 0,3% en Mai au titre de la dépendance, sont dans le collimateur du patronat et du gouvernement bien aidés en cela par les syndicats.

Mais cette « réforme » concerne aussi l'âge de départ en retraite et les annuités pour y parvenir à taux plein. Et le MEDEF de rajouter « il faudrait ajuster régulièrement l'âge de départ en fonction des gains d'espérance de vie sans être obligé de négocier chaque fois ». Là aussi, on est prévenu.

Autre chantier accéléré : les collectivités territoriales dont les budgets devaient être amputés de 750 millions d'euros en 2014, puis de 1,5 milliards en 2015, cette mesure a été avancée d'un an pour financer le crédit d'impôt aux entreprises. Conséquences immédiates : gel des investissements et des embauches, privatisation des services.

-Enfin dernier chantier, celui de l'école qui fait l'actualité avec les grèves massives des enseignants qui refusent l'aggravation des conditions d'éducation des enfants, des charges supplémentaires de travail déjà très lourdes après la suppression de 80 000 postes, et la dénationalisation de l'éducation.

L'école de la nation deviendrait une école ségrégative et non plus l'école au service des besoins éducatifs des enfants.

On le voit, le pouvoir au service du capital accélère ses mauvais coups.

Aucun parti politique, aucune centrale syndicale ne porte la lutte comme seule réponse aux attaques sociales du pouvoir et du MEDEF et à la satisfaction des revendications des travailleurs.

La CFDT est plus que jamais la chambre d'enregistrement des revendications du MEDEF. FO réclame plus de dialogue social pour « résoudre les situations conflictuelles ». La CGT dans son objectif de « syndicalisme rassemblé » et sous prétexte d'unité syndicale s'en remet également au « dialogue social » et demande au gouvernement qu'il soit « plus attentif aux revendications sociales ».

Les obstacles sont nombreux pour que les travailleurs puissent exprimer leur mécontentement. Toutes les centrales syndicales ont abandonné le terrain des luttes pour gérer au mieux, et on voit ce que cela donne, les décisions du MEDEF.

Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux et sur leur force pour lutter.

C'est ce qu'ils font de plus en plus nombreux. Chacun a pu le constater, le mécontentement, la colère commencent à s'exprimer.

Nous avons constaté à « Communistes » cette montée des luttes en 2012, aujourd'hui, elles commencent à se construire, à converger. Certes, on est encore loin du niveau de luttes nécessaires, mais l'idée qu'il faut lutter fait son chemin. Les fonctionnaires en lutte sur les salaires, gelés pour une troisième année consécutive, les enseignants j'en ai parlé contre la casse de l'école, les métallos d'Arcelor, d'Aulnay, de Renault, les salariés de Goodyear, de Virgin, ceux de Fralib, de

Presstalis, expriment le besoin de lutter ensemble. Nous devons nous efforcer d'être avec eux, tout faire pour les soutenir dans cette voie.

La montée des luttes pousse les centrales syndicales à tenir compte du mécontentement. Rappelons-nous que l'initiative prévue par la CGT était fixée par la Confédération Européenne des Syndicats au 13 Mars. Le développement des luttes, le mécontentement grandissant a poussé la CGT et FO à décider d'une initiative le 5 Mars contre l'accord sur le « marché du travail ».

Le capital a peur des luttes, c'est sa seule crainte parce qu'il sait que c'est le seul moyen à la disposition des travailleurs pour le faire reculer.

Il en a tellement peur qu'il menace ceux qui luttent, syndicalistes au tribunal, manifestant gravement blessé à Strasbourg, état de siège à Rueil pour réprimer les salariés de Goodyear en lutte avec d'autres salariés, menaces de Vals à l'encontre de ceux qui luttent, bref c'est l'arsenal classique du capital lorsqu'il a peur.

Cela doit nous encourager à continuer à marteler l'idée que rien ne changera sans les luttes, indispensables pour arracher les revendications et chasser le capital.

Les moyens existent pour changer de politique.

La liste des profits engrangés par le capital est éclairante.

Nous avons déjà publié sur le site les profits boursiers, ils sont énormes, notamment dans les pays où les plans d'austérité sont les plus violents, par exemple la Grèce (plus 33% de hausse).

« C'est le grand retour des dividendes en Europe » titrait « Les Echos » en Décembre 2012.

Traduction : les dividendes n'ont jamais disparu, mais pour 2012, ils sont exceptionnels.

La bourse de Paris fait un bond de 15,23% en 2012 et la hausse déjà prévue pour 2013 est estimée à 16%. Dans le même journal, le même jour il est dit que la hausse des profits des petites et moyennes entreprises cotées en bourse (40 premières) est supérieure à la hausse des profits des multinationales du CAC 40.

Il y a des multinationales que l'on connaît bien parce qu'elles font l'actualité régulièrement.

Il y en a d'autres que l'on ne connaît pas comme étant des multinationales et pourtant :

Dans le domaine de l'exploitation de la précarité, il y a des championnes comme :

- Manpower : CA en France 4,4 milliards (+12,5% 2011/2010) 61 millions de profits (+68% 2011/2010),
- Adecco : CA 6 milliards (+10% 2011/2010) 220 Millions de profits,
- Randstadt : CA 16,2 milliards (monde) bénéfice net France 169 millions, comme quoi la précarité est un marché intéressant pour le capital !!

Sans vouloir abreuer le Comité National de chiffres, je crois quand même qu'il est utile, si on veut démontrer que les moyens existent, d'en donner quelques-uns qui commencent à être publiés, ce sont des résultats 2012.

- Unilever (The Lipton) qui ferme son usine en France, CA 51,3 milliards (+7%), bénéfice net 4,9 milliards
- Novartis (pharmacie) 7,2 millions de bénéfice net (+4%)
- Sanofi (pharmacie) qui a supprimé 2000 emplois, CA 34,950 millions, résultat net 8,2 millions,
- L'Oréal CA 22,5 milliards, résultat net 3 milliards
- Lagardère CA 7,3 milliards
- LVMH CA 6 milliards résultat net 3,42 milliards

- Alcatel qui supprime des emplois, ferme des sites CA 14,4 milliards résultat net 1,1 milliard

- Dassault Système (logiciels) CA 2,4 milliards 501 millions de résultat net.

Fin 2011, les entreprises cotées en bourse en Europe disposaient de 750 milliards de cash (argent disponible). C'est du jamais vu depuis vingt ans note Le Figaro.

Ce n'est pas tout, ces énormes profits alimentent la spéculation, mais rémunèrent les actionnaires. Quelques exemples pour l'année 2012 :

- Total qui augmente les prix des carburants, a versé à ses actionnaires 5,25 milliards,

- Sanofi qui a supprimé 2000 emplois 4,31 milliards,

- GDF Suez qui augmente le gaz 3,75 milliards

- France Télécom qui augmente ses tarifs et supprime des emplois 3,72 milliards

- EDF qui augmente l'électricité 2,12 milliards,

Voilà pour les chiffres connus, il y en aura d'autres nous les publierons sur le site.

L'antagonisme entre le capital et le travail, c'est cela, la lutte des classes est plus que jamais d'actualité. Nous avons vu la situation économique et sociale catastrophique, c'est la conséquence des richesses accaparées par le capital pour son profit.

Il y a de quoi satisfaire les revendications, toutes les revendications de tous les secteurs.

C'est au capital que nous nous attaquons, nous sommes les seuls à le faire, toutes les autres forces politiques, nous l'avons vu, sont soit dans le développement du capital, soit dans sa gestion comme le front de gauche de Mélenchon et le parti communiste français qui proposent de partager les richesses. Parti communiste français qui vient, entre autre d'abandonner la faucille et le marteau. Le fond politique est évident.

Arracher les moyens de production et d'échanges des mains des multinationales par les luttes, abattre le capital, qui le propose à part « Communistes » ?

Je ne vais pas développer longuement sur la situation en Europe, elle ressemble à ce qui se passe en France, mêmes attaques sur le social, les contrats de travail, les retraites, les salaires, l'éducation, la santé, les services publics. Les états capitalistes utilisent les mêmes recettes, ils sont en concurrence dans la course aux profits. L'Europe distribue des milliards aux banques et aux multinationales européennes pour appliquer les plans d'austérité en cascade imposés aux peuples.

Le budget européen vient de faire l'objet d'un accord renforçant encore l'austérité dans la zone.

On ne peut terminer l'examen politique en France et en Europe sans parler de la situation internationale et pour ce qui nous concerne, l'intervention scandaleuse du pouvoir français au Mali. Intervention approuvée par tous les partis politiques et les centrales syndicales sans exception ?

Qu'en est-il de cette intervention ?

Il ne s'agit certainement pas de libérer un peuple d'une dictature aussi féroce soit-elle.

Il s'agit d'installer un pouvoir à la botte des multinationales en recherche de profits nouveaux.

Le Mali est un pays où d'énormes richesses sont encore inexploitées. Il regorge de pétrole, de gaz, d'or, d'uranium et d'autres minerais rares. C'est un pays charnière en Afrique où des multinationales françaises sont déjà à l'œuvre (Areva-Total).

D'autre part, l'Afrique est un continent qui dispose d'un « marché » en développement considérable.

Le journal « Les Echos » a publié l'interview d'un PDG d'une Banque marocaine qui éclaire sur les enjeux africains. L'Afrique c'est 2,5 milliards d'habitants dans 30 ans. La Chine a multiplié par 14 ses échanges commerciaux avec l'Afrique en 10 ans, en concurrence avec l'Inde, le Japon, la Turquie, la Corée. La concurrence internationale fait rage, les Etats-Unis et l'Europe y participent peu, et il est évident qu'ils veulent y prendre part.

Le prétexte de la libération du peuple malien de la dictature islamique, la mascarade organisée autour de la visite de Hollande au Mali, masquent mal les vraies raisons de l'intervention dans ce pays d'Afrique.

Nous sommes les seuls à dénoncer cette intervention, cette manipulation de l'opinion publique, les seuls à dévoiler pourquoi l'état français est intervenu avec le soutien actif des Etats-Unis et de l'Allemagne notamment.

En Egypte et Tunisie, les peuples luttent tous les jours pour leurs revendications sociales et pour leur liberté, la répression est féroce, des manifestants sont tués, pourtant les relations politiques entre ces dictatures et les puissances capitalistes sont bonnes.

La « démocratie » qu'ils saluaient (ce qui est déjà douteux), le « printemps arabe » qu'ils soutenaient (plus que douteux) ont abouti à des dictatures, mais celles-là sont complaisantes.

Silence aujourd'hui, leurs intérêts sont préservés.

Chers camarades,

Nous l'avons dit au congrès : nous avons eu raison de créer « Communistes », cela se vérifie tous les jours.

La volonté de développer notre parti a fait l'objet de débats qui ont permis d'enrichir notre réflexion, de cibler ce qu'il faut améliorer pour y parvenir.

1* Les finances :

Nous l'avons déjà dit, nous avons besoin d'argent, de beaucoup d'argent et nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

Cette question est indissociable de la bataille politique que nous menons et que nous voulons développer. Cela doit devenir une préoccupation permanente dans cette bataille politique.

Il faut lui donner une autre dimension. Nous ne pouvons en rester au paiement régulier des cotisations, c'est important et il n'est pas question de négliger cet aspect, mais on voit bien que pour développer notre activité, nous avons besoin de multiplier nos moyens financiers.

Des initiatives sont prises dans les départements, cela nous aide beaucoup. Débattons-en, prenons appui sur ce qui existe pour élargir ces initiatives dans tous les départements, mettons les adhérents, les sympathisants dans le coup. Notre activité politique ne doit pas être freinée par des questions financières.

2* Le renforcement du parti :

On a vu les dégâts économiques et sociaux du capital, le mécontentement qui s'exprime, les luttes qui s'organisent. Nombre de travailleurs sont en recherche de solution, de perspective. Développer les idées révolutionnaires passe par le renforcement de notre parti, pour étendre son activité, pour la lutte contre le capital.

Nous connaissons les difficultés et les obstacles, dépassons ce constat, posons la question du renforcement partout là où nous sommes, dans les rencontres, les

débats, dans nos contacts avec les salariés, invitons les sympathisants dans nos réunions. Cela prend du temps avant d'arriver à l'adhésion, nous en avons déjà parlé, mais c'est parce que les travailleurs ont besoin de débattre. Des adhésions sont réalisées dans cette période, c'est encourageant mais là aussi, il faut que le Comité National prenne cette question à bras le corps. Nous avons la possibilité de franchir une étape importante sur cette question.

3* La propagande :

C'est certainement le secteur où nous avons le plus évolué. La création d'un collectif propa, la maîtrise du site nous a permis de progresser régulièrement, de créer un hebdomadaire, un journal régulier et des tracts ponctuels, je n'oublie pas bien sûr les articles que nous publions chaque semaine sur le site tout au long de l'année sans aucune interruption. Des dizaines de milliers de tracts sont reproduits et distribués aux portes des usines, dans les quartiers.

Ce constat étant fait, nous avons besoin de débattre sur la manière de développer encore notre propagande et comment y parvenir.

- L'accès à notre site est simple, les visites sont en augmentation. Le faire connaître dépend évidemment de notre activité politique dans les départements, de nos contacts avec les adhérents, les entreprises, les quartiers, notre entourage.

Aujourd'hui, Notre hebdo est diffusé à 5700 destinataires environ, c'est en progression mais nous pouvons faire des progrès significatifs rapidement. Ils dépendent de l'activité politique de l'ensemble des adhérents de « Communistes ». Elargissons considérablement sa diffusion, d'autant plus que ses articles sont repris dans des tracts notamment par des syndicalistes. Réfléchissons également à l'amélioration de nos pages.

Nous ferons sur ces trois questions un prochain bilan fin Juin.

www.sitecommunistes.org